

La vie après le confinement : retour à la normale ou quête d'un nouveau cap ?

Nicolas Sauger, Emanuele Ferragina, Emily Helmeid, Stefan Pauly, Ettore Recchi, Mirna Safi, Jen Schradie

▶ **To cite this version:**

Nicolas Sauger, Emanuele Ferragina, Emily Helmeid, Stefan Pauly, Ettore Recchi, et al.. La vie après le confinement : retour à la normale ou quête d'un nouveau cap ?. 2020, pp.8. 10.5281/zenodo.3897359 . hal-03393048

HAL Id: hal-03393048

https://sciencespo.hal.science/hal-03393048

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike| 4.0 International License

SciencesPo
Observatoire sociologique du changement
Centre de données socio-politiques



La vie après le confinement :

retour à la normale ou quête d'un nouveau cap ?

Nicolas Sauger, Emanuele Ferragina, Emily Helmeid,
Stefan Pauly, Ettore Recchi, Mirna Safi, Jen Schradie

Jusqu'à quel point le Covid-19 perturbe-t-il notre vie de tous les jours ? Comment la population française vit-elle le confinement ? Dans quelles mesures les inégalités sociales sont-elles exacerbées et la cohésion sociale menacée ? Le projet CoCo apporte des éléments de réponse à ces questions d'actualité en comparant les conditions de vie en France avant et après le confinement. Il s'agit du quatrième d'une série de rapports préliminaires couvrant maintenant l'ensemble de la période de confinement.

La vie pendant le confinement a-t-elle été une parenthèse ou une forme de nouvelle normalité ? Au-delà du fait de savoir si les gens ont repris leurs activités traditionnelles après le 11 mai, ce rapport s'intéresse aux conséquences de l'expérience du confinement sur les attitudes et les opinions. Le confinement a-t-il accéléré des tendances sous-jacentes ou a-t-il permis l'émergence de nouvelles orientations sociales et politiques ?

Faire face au Covid-19

Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020

n° 4

Résumé

- 75% des gens anticipent la survenue d'un second pic de l'épidémie, mais les gens montrant une confiance accrue envers les autres croient moins à cette éventualité ;
- Le sentiment de bien-être a augmenté pendant la période de confinement et a atteint un niveau encore supérieur deux semaines après sa fin ;
- Un tiers des personnes travaillent toujours à la maison même après la fin du confinement strict ;
- Les deux tiers de la population ont l'intention de limiter leurs interactions sociales dans les mois à venir ;
- Le soutien à plus de dépenses publiques pour les hôpitaux est généralisé ;
- Les personnes les plus riches ont plus de chances de soutenir le principe d'une augmentation de salaire pour les infirmières ;
- Le sentiment de défiance à l'endroit de la mondialisation augmente encore ;
- Le souhait de protéger l'environnement est de plus en plus répandu.

Espoirs et doutes pour un été marqué par la Covid

La France a commencé à alléger les mesures de confinement strict le 11 mai, soit 55 jours après leur mise en place. Le nombre de nouveaux cas a continué à décliner. Le nombre de personnes en service de réanimation a été réduit jusqu'à retrouver un niveau auquel les services hospitaliers peuvent faire face avec moins de difficultés. Mais, malgré ces signes positifs, la plupart des gens ne pensent pas qu'il s'agisse de la fin de la crise de la Covid-19 et doutent que les habitudes puissent reprendre rapidement. Les Français sont prudents. Nous n'en avons pas fini avec la Covid.

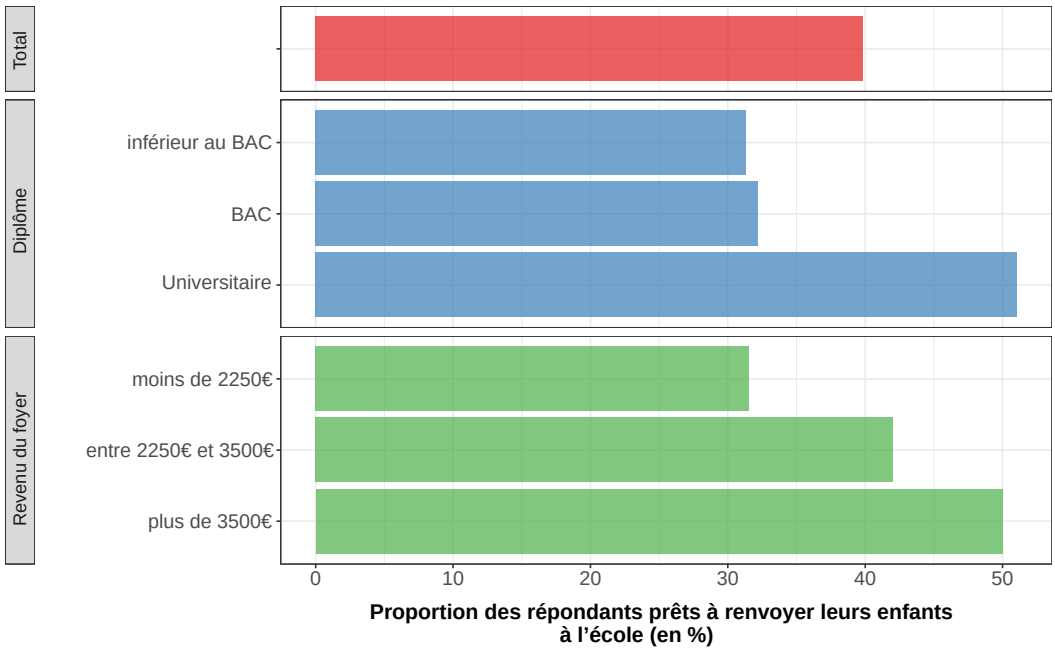
Quand on leur demande si une seconde vague de l'épidémie devrait survenir une fois les mesures de confinement levées, seuls 25% de nos panélistes sont sûrs qu'il n'y en aura pas. Les 75% restants pensent que la France vivra un second pic même s'ils ne sont pas d'accord sur quand ce pic arrivera. Les réponses à cette question sont en fait très liées à la confiance dans les autres, selon qu'ils pensent que leurs compatriotes agiront de manière responsable ou non. Parmi ceux qui disent que l'on peut faire généralement confiance aux autres, seuls 22% pensent qu'un second pic arrivera d'ici la fin de l'été. A l'inverse, pour ceux qui pensent que l'on est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres, cette proportion passe à 77%[1].

Sans surprise eu égard à l'anticipation prévalente d'une seconde vague épidémique, seulement 39% de nos répondants sont favorables au fait de mettre de nouveau les enfants à l'école[2]. Le graphique 1 montre les variations importantes des réponses sur le principe de retour à l'école, en fonction du revenu et du niveau de diplôme. La moitié des personnes vivant dans des foyers à hauts revenus ou qui détiennent elles-mêmes un diplôme universitaire soutient le retour des enfants à l'école. A l'inverse, un tiers seulement des personnes dans les foyers à bas revenu ou sans diplôme universitaire soutient la

> « Le fait de reprendre un peu de lien social me fait le plus grand bien. Le fait de ressortir plus librement également. J'emmène ma fille à l'école à pied, ce que je ne faisais jamais avant le confinement ».

1. Ce résultat est confirmé par une régression logistique avec pour variables de contrôle l'âge, le revenu, le niveau d'éducation, la taille du foyer et la profession du répondant.
2. Tous les panélistes se sont vus posés une question où il fallait répondre oui ou non : « Que vous ayez des enfants ou non, mettriez-vous les enfants à l'école dès la réouverture des classes ? ».

Graphique 1. Propension à envoyer les enfants à l'école après le confinement suivant le niveau de diplôme et le revenu du foyer



Source : Faire face au Covid-19 – 4ème vague (CoCo-4), 13-20 Mai 2020, ELIPSS/CDSP.
N=778. Lecture : 50% des répondants dans des foyers qui disposent d'un revenu supérieur à 3500€ enverraient leurs enfants à l'école dès que cela serait possible, qu'ils aient ou non effectivement des enfants en âge scolaire.

mesure. De manière surprenante, ceux qui sont le plus favorables à garder les enfants à la maison sont également ceux qui sont le plus impactés par les inégalités scolaires qui peuvent en résulter. Comme nous l'avions montré dans notre second rapport [https://zenodo.org/record/3784110], les parents les moins éduqués sont aussi ceux qui sont les moins prêts à assurer le suivi de l'école à la maison et également ceux qui ont une profession souvent moins compatible avec le télétravail.

Même si les gens sont encore inquiets d'un retour possible de l'épidémie en France, leur souci des conséquences économiques de la crise sanitaire a progressivement pris le pas sur la crise sanitaire elle-même. Sur une échelle de 0 (seulement préoccupé par les conséquences sanitaires) à 10 (seulement préoccupé par les conséquences économiques), la réponse moyenne de notre échantillon était de 4,7 au début du confinement. Si les opinions étaient donc largement partagées sur la question, elles tendaient néanmoins à pencher plutôt du côté des conséquences sanitaires. Depuis, la moyenne de l'échantillon sur cette échelle a augmenté lentement, jusqu'à atteindre 5,6 à la fin du confinement. Une majorité des répondants pensent donc maintenant que l'économie est l'enjeu prioritaire. Les gens semblent d'ailleurs avoir une vision plutôt pessimiste de la situation, se sentant pris entre le marteau et l'enclume. Les risques sanitaires sont bien toujours présents. Mais l'économie s'est imposée également comme un sujet que l'on ne peut pas ignorer.

Est-ce vraiment terminé ? La vie dans les premiers jours du déconfinement

Globalement, nous avons vu que la majorité des gens ont relativement bien fait face à la crise, sur un plan émotionnel, pendant le confinement. Le début du confinement a été marqué par une hausse du bien-être dans notre échantillon. Ce niveau est ensuite resté stable jusqu'aux premiers jours du déconfinement. A la fin mai, deux semaines après la fin du confinement, on a observé une nouvelle augmentation, encore plus forte que la première, du sentiment de bien-être. Le déconfinement semble également avoir été une source de bonheur pour nos répondants.

> *« C'était une belle journée de bout en bout, mais bon, l'idée de retourner à l'école avec un masque et des consignes de kapo, ça m'a donné de l'angoisse vers 20 h ».*

La fin du confinement strict a permis quelques changements dans la vie quotidienne de nos répondants. La part de ceux et celles télé-travaillant, par exemple, est passée de 57% au début du confinement à 36% à la mi-mai. Les gens vivant en dehors de Paris et sans jeunes enfants ont par ailleurs beaucoup plus de chances que les autres d'être retournés sur leur lieu de travail habituel.

Avec la liberté de mouvement retrouvée, la première priorité de nos répondants a été de revoir leur famille, et ce notamment pour les plus âgés et pour les femmes. Quand on leur a demandé qui ils souhaitent voir en premier à la fin du confinement, 60% des panélistes ont indiqué vouloir se réunir avec des membres de leur famille, 39% des amis et 17% des collègues. Néanmoins, 20% des répondants nous ont également dit ne pas avoir l'intention de rencontrer quiconque en dehors de leur foyer durant la première semaine du déconfinement. Et s'il s'agit là de l'indication d'une prudence renouvelée au début du déconfinement, celle-ci semble toujours de mise. Deux semaines après la fin du confinement, les deux-tiers de notre échantillon déclarent encore vouloir limiter leurs interactions sociales au cours des prochains mois.

Quelle a été cette expérience ? Un bilan du déconfinement

Maintenant que le confinement est terminé, nous pouvons porter un regard rétrospectif pour comprendre quel sens a été attribué par nos panélistes à ce moment historique. En réalité, de manière surprenante, l'appréciation du confinement a plutôt été positif. Les gens ne se sont évidemment pas amusés, mais ce moment s'est avéré être une « opportunité ».

Rétrospectivement, 53% des répondants considèrent que le confinement a été un moment qui leur a permis de réfléchir sur leur mode de vie. 21% ont dit que cela leur a permis de se concentrer sur les choses les plus essentielles de la vie, comme la famille et les amis. Les 26% restants ont néanmoins une vision plus négative de leur expérience du confinement. 6% disent qu'il s'est agi d'une perte de temps, 20% que cela a été une période qui a mis les nerfs à rude épreuve. Ces niveaux n'ont pratiquement pas changé depuis le début du confinement. Autrement dit, le sens conféré à cette expérience unique a été forgé durant les tous premiers jours des deux mois du confinement. Cela signifie également que le confinement a été considéré comme une période plutôt positive, permettant de prendre du recul par rapport à la vie habituelle.

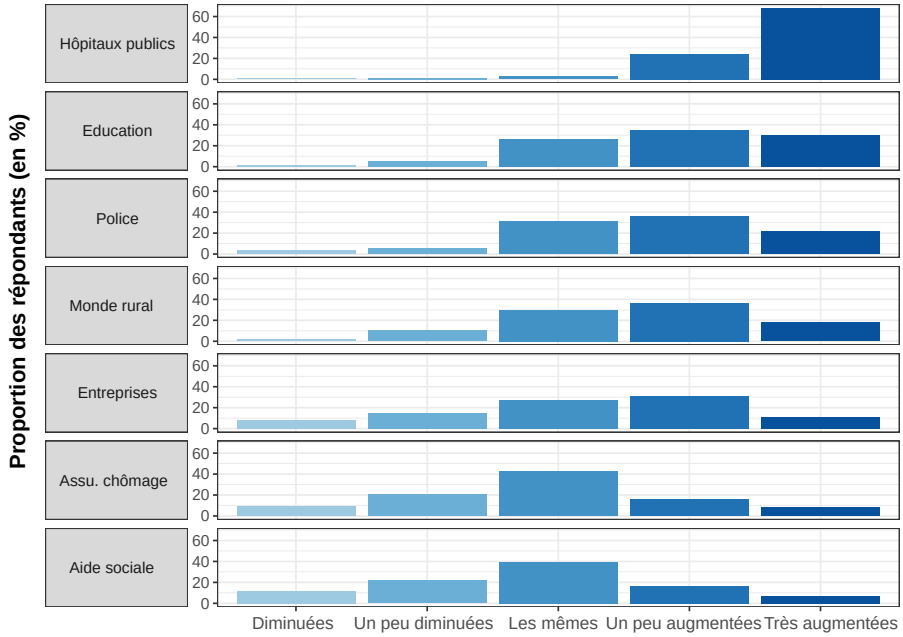
Nous avons également demandé aux répondants dans quelle mesure ils se reconnaissaient dans l'affirmation « Je tirerai des leçons de cette expérience pour améliorer ma vie », sur une échelle en 5 positions. 74% des répondants nous ont répondu qu'ils se retrouvaient effectivement dans cette affirmation. Mais ceux qui ont continué à se rendre durant la période de confinement sur leur lieu de travail habituel ont bien moins de chances que les autres de s'y reconnaître. Ils ne sont plus que 60% à le dire.

Dépenser plus pour la santé publique

La crise de la Covid-19 a porté l'attention publique sur le secteur de la santé. Dans une période où la demande a été particulièrement élevée pour les services hospitaliers, l'expression de gratitude pour les soignants a été aussi forte que sans ambiguïté à travers le monde. Ce sentiment s'est traduit, dans nos données, par un soutien plein et massif à l'augmentation des dépenses de santé.

Nous avons demandé à nos répondants d'indiquer comment les financements publics devraient être alloués à différents services publics, en comparai-

Graphique 2. Soutien à la diminution ou à l'augmentation des dépenses par secteur de politiques publiques



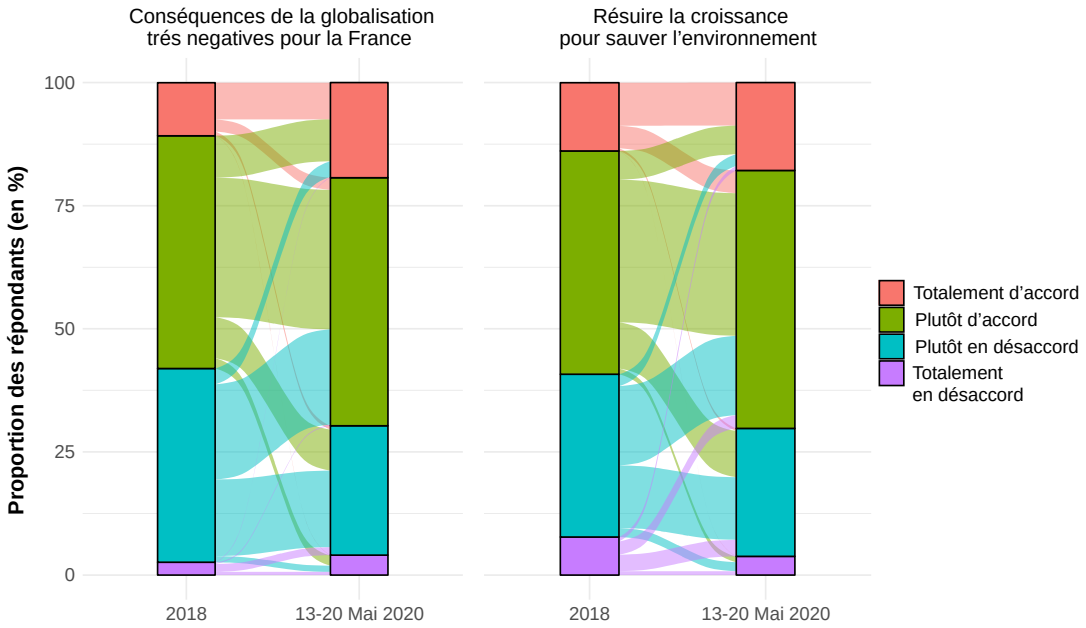
Source : Faire face au Covid-19 – 4ème vague (CoCo-4), 13-20 Mai 2020, ELIPSS/CDSP.
N=940. Lecture : 68% des répondants pensent qu'il faut beaucoup augmenter les financements publics pour les hôpitaux par rapport à la situation avant le confinement.

son de leur allocation avant la crise. 68% des répondants disent que la France doit dépenser beaucoup plus pour les hôpitaux à l'avenir (graphique 2). Même si de nombreuses personnes pensent que l'on devrait dépenser également plus pour l'éducation, la police, les infrastructures rurales et les entreprises, ces demandes restent incommensurables par rapport à celles faites pour l'hôpital public. S'il n'existe pas de majorité pour demander une baisse des dépenses dans aucun secteur, très peu de personnes souhaitent dans notre échantillon dépenser plus pour l'assurance-chômage ou les prestations sociales (seulement 8 et 7% de notre échantillon respectivement, cette proportion étant encore inférieure parmi ceux en télétravail ou avec de hauts revenus). Même si nos données montrent une préoccupation croissante pour la dimension économique de la crise que l'on connaît, nos répondants sont beaucoup moins intéressés par le fait d'aider les entreprises que les hôpitaux. Même s'ils sont conscients que beaucoup d'emplois sont en danger, les répondants ne soutiennent pas une augmentation massive des financements publics, qu'il s'agisse de subventionner les entreprises ou de compenser les effets du chômage par des allocations plus généreuses.

En général, les femmes soutiennent plus la dépense publique, une tendance déjà enregistrée avant la crise de la Covid. A l'inverse, commerçants et surtout ouvriers ont beaucoup moins que les autres l'intention de soutenir une augmentation des dépenses pour les hôpitaux. Mais les ouvriers souhaiteraient en revanche plus de soutien pour les entreprises. Cela reflète leur préoccupation plus importante des conséquences économiques de la crise, peut-être liée à la menace de plans de licenciement massifs qui sont susceptibles de les affecter plus que les autres catégories de la population.

Par ailleurs, 90% des panélistes pensent que les infirmières devraient gagner plus. Et 87% pensent de même pour les personnes s'occupant de nos aînés. Les personnes les plus âgées et celles vivant dans des foyers à hauts revenus sont particulièrement favorables à l'augmentation du salaire des infirmières.

Graphique 3. Attitudes à l'égard de la globalisation et de l'environnement en 2018 et après le confinement



Sources : Faire face au Covid-19 – 4ème vague (CoCo-4), 13-20 mai 2020, « Dynamiques de mobilisation - vague 18, 2017, ELIPSS/CDSP. N=906 & 910. Lecture : La figure de droite montre que 45% des répondants en 2018 et 52% en mai 2020 sont d'accord avec l'affirmation qu'il faut réduire la croissance économique pour sauver l'environnement. Les flux de gauche à droite montrent comment les opinions individuelles ont changé entre 2018 et 2020.

Sans surprise, plus les gens pensent qu'une profession a un salaire élevé, moins ils sont prêts à soutenir une augmentation de salaire pour cette profession. Néanmoins, cette corrélation négative est plus faible quand il s'agit de se prononcer pour les infirmières et les aides à domicile, ce qui est probablement dû au contexte actuel. Il sera intéressant de voir si cela se poursuit quand l'urgence de la crise se dissipera dans le temps.

Les changements de l'opinion après le confinement

Dès la fin du confinement, les attitudes et les opinions des gens ont commencé à bouger par rapport à des questions politiques beaucoup plus générales. Le confinement apparaît avoir renforcé la solidarité avec les migrants et accru l'hostilité à l'égard de la globalisation. Dans le même temps, nous avons observé une polarisation accrue sur l'enjeu de la redistribution et plus d'attention sur les questions environnementales.

Le nombre de personnes pensant que la globalisation a des conséquences très négatives pour la France a augmenté depuis 2018, de 58% qui le pensaient en 2018 à 70% aujourd'hui (Graphique 3, figure de gauche). Une analyse de régression montre que cette vision négative de la globalisation est particulièrement importante parmi les personnes qui ont été ou qui pensent avoir été atteintes par la Covid, même après contrôle des caractéristiques sociodémographiques. Il est possible que l'exposition directe à l'épidémie doive être associée avec cette défiance à l'égard de la globalisation et donc à la préférence pour la fermeture des frontières dans un contexte d'incertitude.

Les femmes s'avèrent particulièrement défiantes à l'égard de la globalisation. Quand elles font face à des menaces sur la vie et les modes de vie, il est possible que les femmes --comme ceux qui ont fait face aux conséquences économiques et sanitaires les plus sévères de la crise—se recentrent sur leurs besoins les plus vitaux. Cela pourrait expliquer la

> *« Comme avant hier, vous le savez, j'ai repris le boulot je me suis levé à 4h45 du matin et de six heures à 14h j'étais dans mon bureau tout seul. D'habitude nous sommes 15 dans ce bureau, c'est un bureau open space, depuis mercredi c'est un peu spécial ce que je vis dans ma société ».*

préférence pour le local et le recours à la puissance publique pour résoudre les problèmes sociaux.

Le souhait de transférer plus de pouvoir aux institutions européennes est resté au même niveau entre 2018 et 2020 (37% contre 38% aujourd'hui). Mais l'impact économique de la crise sanitaire a eu des conséquences sur les attitudes par rapport à l'intégration européenne. Celles et ceux ayant vécu le chômage partiel (ou complet) dans les premières semaines du confinement s'opposent plus que les autres au transfert de pouvoir vers les institutions européennes. Le rôle de l'Etat dans l'organisation de cette protection des entreprises et des travailleurs a renforcé la légitimité du niveau national par rapport au niveau européen. Globalement, nos données suggèrent que ceux directement affectés par l'épidémie ont adopté une vision plus nationaliste.

Les préoccupations à l'égard de l'environnement ont également gagné du terrain au cours des dernières années, et plus encore pendant la crise actuelle. Quand 59% de nos répondants étaient d'accord avec l'affirmation qu'il fallait ralentir la croissance économique pour protéger l'environnement en 2018, ils sont 70% maintenant (Graphique 3, figure de droite). Mais ce souci plus prégnant de l'environnement ne se vérifie que partiellement parmi celles et ceux ayant connu le chômage (partiel ou non) durant le confinement. Ceux parmi les plus touchés par les conséquences économiques de la crise sanitaire pourraient ainsi aller contre la tendance majoritaire s'ils avaient à choisir[3].

Conclusion

Le confinement a-t-il représenté un tournant critique d'un point de vue socioculturel ? Ou bien n'est-il venu qu'amplifier des tendances sous-jacentes de long terme ? Comme c'est souvent le cas, les conclusions à cet égard sont nuancées et le moment reste prématuré pour une réponse pleinement affirmative.

Le confinement, avec les changements comportementaux obligatoires qu'il a nécessités, n'a pas été un moment de dépression pour la plupart des Français. Le bien-être a augmenté non seulement pendant le confinement mais s'est également accru après la fin de cette période. Même si les gens ont été inquiets et le demeurent d'ailleurs, le confinement semble leur avoir donné l'opportunité de prendre du recul pour considérer leur existence. Cela n'a pas changé de manière définitive la vision qu'ils portent sur eux-mêmes ou sur le monde mais cela a rendu plus palpable des tendances déjà bien ancrées. Les gens veulent avoir plus de temps pour eux-mêmes, plus de protection de l'environnement et prêter plus d'attention aux enjeux locaux. Quand la sécurité est en question, les femmes et les hommes se recentrent autour de valeurs plus fondamentales et des solutions plus locales. Dans le même temps, le confinement a été une période de polarisation et d'accroissement des inégalités. Au-delà du soutien quasi-unanime à l'augmentation des dépenses pour la santé publique, les différents groupes sociaux ont été affectés de manière diverse par les restrictions dues au confinement mais également par la peur de la crise économique à venir. Les gens les plus touchés par la crise (ceux qui ont été infectés, ceux qui

3. La modélisation économique a montré que la protection de l'environnement et la croissance économique ne sont pas obligatoirement antinomiques (voir par exemple Feiock, R., & Stream, C. (2001). Environmental Protection versus Economic Development: A False Trade-Off? Public Administration Review, 61(3), 313-321.) De plus, il est possible de considérer l'environnement en termes de la valeur économique des biens et services qu'il fournit (voir les messages clés de l'Efese pour davantage d'informations).

ont connu le chômage, mais également ceux qui ont dû continuer à se rendre sur leur lieu de travail habituel ainsi que les femmes, plus généralement) sont également ceux qui ont connu le changement le plus important dans leurs valeurs. De manière générale, ces changements vont vers une demande encore accrue de protection. Cela signifie, en France, une attente de plus de protection de la part de l'Etat. Comprendre les conséquences de long terme de ce moment spécifique reste cependant une question en suspend. Le projet Coco fournira quelques premières réponses avec les résultats d'un nouveau sondage, auprès des mêmes répondants, dans six mois environ.

Méthodologie

Les données de ce dossier proviennent des quatres premières vagues de l'enquête CoCo, projet « Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020 », financé par l'Agence nationale française de la recherche (appel Flash Covid -19). Pour obtenir plus de détails sur le projet :
https://www.sciencespo.fr/osc/fr/content/faire-face-au-covid-19.html

L'enquête CoCo est menée dans le cadre de ELIPSS, panel représentatif lancé en 2012 grâce au soutien de l'ANR (Équipements structurants pour la recherche, ANR-10-EQPX-19-01). ELIPSS est géré par le CDSP, le Centre de Données Socio-Politiques de Sciences Po. ELIPSS s'appuie actuellement sur un échantillon de 1400 résidents français. L'échantillon a été tiré du recensement et les participants recrutés avec un taux d'acceptation supérieur à 25%. Les panélistes participent à une dizaine d'enquêtes par an, avec un taux de réponse proche de 85% en moyenne. Les données d'ELIPSS sont calibrées grâce à une combinaison de diverses stratégies de pondération. Les poids finaux, tels qu'utilisés dans ce document, ont été calculés pour prendre en compte les effets de conception dès la phase initiale, le biais dû au taux d'acceptation dans la phase d'inscription et la post-stratification en tenant compte du sexe, de l'âge, de l'éducation et de la région. Des informations détaillées sur cette procédure sont disponibles ici : http://quanti.dime-shs.sciences-po.fr/media/ckeditor/uploads/2018/03/21/ponderationselipss_documentation.pdf.

Pour citer les données : Ettore Recchi, Emanuele Ferragina, Mirna Safi, Nicolas Sauger, Jen Schradie, équipe ELIPSS [auteurs] : « Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020 – 1ère, 2nde, 3ème, 4ème vague » (avril, mai 2020) [fichier électronique], Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) [producteur], Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) [diffuseur], Version 0.

Florent Gougou, Vincent Tiberj, équipe Dynamob, équipe ELIPSS [auteurs] : Dynamiques de mobilisation – vague 18 (décembre 2017), [fichier électronique], Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) [producteur], Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) [diffuseur], Version 1.

Pour citer cette publication
Nicolas Sauger, Emanuele Ferragina, Emily Helmeid, Stefan Pauly, Ettore Recchi, Mirna Safi et Jen Schradie, « La vie après le confinement : retour à la normale ou quête d'un nouveau cap ? », *Projet Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020,* n° 4, Paris: Sciences Po - Observatoire Sociologique du Changement, juin 2020. DOI: 10.5281/zenodo.3897359

Responsable de la Publication
Mirna Safi (Sciences Po - OSC)

Editorial / Communication
Bernard Corminboeuf bernard.corminboeuf@sciencespo.fr

Financé par l' ANR, Appel Flash Covid-19, mars 2020

https://www.sciencespo.fr/osc/fr.html
https://cdsp.sciences-po.fr/fr/

CC BY NC SA

Illustration d'après Lilalove and Ljolumut, via Shutterstock